



Comment bénéficier d'un avocat commis d'office ?

Vérfié le 03 mai 2022 - Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Si vous ne trouvez pas d'avocat pour vous représenter dans une procédure pénale, le *bâtonnier* peut vous en désigner un. Dans certaines procédures civiles (par exemple, hospitalisation sans consentement, tutelle) ou administratives (par exemple, expulsion d'un étranger en situation irrégulière), vous pouvez également demander un avocat commis d'office. Il n'est pas gratuit. Vous devez le payer sauf si vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle.

Qu'est ce qu'un avocat commis d'office ?

L'avocat commis d'office est un avocat qui a suivi des formations spécifiques lui permettant d'être désigné.

Il est inscrit à l'ordre des avocats du tribunal où se déroule votre procédure.

Il est soumis aux règles de déontologie des avocats.

L'avocat commis d'office vous assiste et défend vos droits.

Vous ne pouvez pas le choisir vous-même.

L'avocat commis d'office est désigné de 2 façons :

- par le *bâtonnier* à votre demande,
- par le juge lorsque vous vous rendez seul au tribunal pour y être jugé lorsque la représentation par avocat est obligatoire. Vous pouvez également en faire la demande au juge même si l'assistance d'un avocat n'est pas obligatoire.

Vous pouvez refuser l'avocat qui vous est désigné. Vous devez alors faire une nouvelle demande au bâtonnier en justifiant des motifs de votre refus. Après avoir examiné vos raisons, le bâtonnier peut vous en désigner un autre.

L'avocat commis d'office a le droit de refuser de vous représenter s'il a un motif d'excuse ou d'empêchement. Il avertit le bâtonnier qui désigne un de ses confrères.

L'avocat commis d'office **n'est pas gratuit**. Il est rémunéré par *l'aide juridictionnelle* (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F18074>) si vous remplissez les conditions pour en bénéficier. Sinon, vous devez le payer en fonction de vos revenus et de la complexité du dossier.

Qui peut demander un avocat commis d'office ?

L'avocat commis d'office peut être désigné pour une personne majeure ou mineure, française ou de nationalité étrangère.

Si vous êtes atteint d'une infirmité de nature à compromettre votre défense (par exemple si vous êtes malvoyant ou malentendant), l'assistance à un avocat est obligatoire et il peut être désigné d'office.

Pour un mineur convoqué en justice, la demande peut être faite par l'un ou l'autre des parents, le tuteur, la personne ou le service à qui l'enfant a été confié ou par un magistrat.

La demande peut également être faite par le mineur capable de discernement :

- Dans le cas d'une procédure civile (audition devant le juge aux affaires familiales...), le mineur capable de discernement est le mineur dont l'âge et la maturité lui permettent de comprendre la procédure et ses conséquences.
- Dans le cas d'une procédure pénale, le mineur capable de discernement est le mineur âgé d'au moins 13 ans qui a compris le sens de la procédure pénale dont il fait l'objet.

Dans quelles procédures l'avocat commis d'office intervient-il ?

L'avocat peut être commis d'office pour des procédures pénales et pour certaines procédures civiles ou administratives.

Procédures pénales

Vous pouvez demander la désignation d'un avocat commis d'office pour les procédures suivantes :

- **Garde à vue** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14837>)
- **Comparution immédiate** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32129>)
- **Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F10409>)
- **Comparution à délai différé** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34924>)
- **Information judiciaire** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1456>) devant un juge d'instruction (pour la personne **mise en examen** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1470>) ou le **témoin assisté** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1807>))

- Devant le tribunal de police (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1457>) ou le tribunal correctionnel (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1485>)
- Devant la cour d'assises ou la cour criminelle (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1487>)
- Devant le juge d'application des peines
- Audience devant le juge pour enfants (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F35895>) en matière pénale (par exemple quand le mineur auteur des faits est auditionné ou jugé)

Procédures civiles

Un avocat commis d'office peut être désigné dans certaines procédures, qui varient selon la personne à l'origine de la demande.

Pour une personne mineure

Un avocat commis d'office peut être désigné dans les cas suivants :

- Assistance éducative (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17777>)
- Demande de tutelle (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2139>) devant le juge des tutelles mineurs
- Audition demandée par le mineur (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F10479>) dans une procédure devant le juge aux affaires familiales (pour la fixation de sa résidence, le droit de visite et d'hébergement, l'adoption)

Pour une personne majeure

Un avocat commis d'office peut être désigné dans les cas suivants :

- Retrait de l'autorité parentale (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3135>)
- Délégation en matière d'assistance éducative (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17777>)
- Mise sous mesure de protection judiciaire d'un majeur (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N155>) par le juge des tutelles
- Contrôle par le juge des libertés et de la détention en matière d'hospitalisation pour troubles psychiatriques (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F761>)

Autres procédures

Un avocat commis d'office peut être désigné dans les cas suivants :

- Procédures devant le juge des libertés et de la détention concernant l'entrée et le séjour des étrangers et le droit d'asile (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2780>)
- Procédures devant le juge administratif concernant l'éloignement des étrangers faisant l'objet d'une mesure restrictive de liberté
- Retenue douanière lors d'une infraction douanière (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F3161>) (par exemple transport illégal de cigarettes ou de stupéfiants...)

Quand et comment demander un avocat commis d'office ?

Pour une personne mineure

Garde à vue

Dès le début d'une garde à vue (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1469>), l'officier de police judiciaire (OPJ) informe votre enfant mineur de ses droits dont celui d'être assisté par un avocat. Celui-ci est choisi ou commis d'office à la demande de l'un ou l'autre de ses parents ou par votre enfant mineur.

Si le mineur ou ses représentants légaux n'ont désigné d'avocat, l'OPJ, le procureur de la République ou le juge d'instruction chargé de l'affaire doit demander au bâtonnier la désignation d'un avocat commis d'office.

➔ **À savoir** : les mineurs de moins de 13 ans faisant l'objet d'une retenue (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1469>) doivent être obligatoirement assistés par un avocat. Il peut être désigné par l'un ou l'autre des parents ou commis d'office.

Information judiciaire

Dans une procédure devant un juge d'instruction (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1456>), si votre enfant mineur est mis en examen (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1470>) ou entendu en qualité de témoin assisté (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1807>), vous pouvez demander au juge à ce qu'il soit assisté par un avocat commis d'office.

Vous devez adresser ou déposer une demande au bâtonnier de l'ordre des avocats où se déroule la procédure.

Où s'adresser ?

- Barreau des avocats [↗](https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux) (<https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux>)

Vous devez joindre à votre demande les documents suivants :

- Copie de la convocation de votre enfant
- Avis d'imposition (ou de non-imposition) de votre foyer

Cette liste est indicative. Des documents supplémentaires peuvent vous être demandés.

Le bâtonnier ne désigne un avocat que pour les procédures en cours.

Avant l'audience

Quand vous connaissez la date de convocation au tribunal, vous devez adresser ou déposer une demande au bâtonnier de l'ordre des avocats où se déroule votre affaire.

Où s'adresser ?

- [Barreau des avocats](https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux) ↗ (<https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux>)

Vous devez joindre à votre demande les documents suivants :

- Copie de la convocation de votre enfant
- Avis d'imposition (ou de non-imposition) de votre foyer

Cette liste est indicative. Des documents supplémentaires peuvent vous être demandés.

Le bâtonnier ne désigne un avocat que pour les procédures en cours.

➔ **À savoir :** si la date de votre audience est fixée suffisamment loin et que vos revenus sont insuffisants pour payer un avocat, vous pouvez en demander un en déposant une demande d'aide juridictionnelle (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F18074>).

Pendant l'audience

Quand vous vous présentez seul à l'audience et que vous souhaitez finalement l'assistance d'un avocat ou que la procédure vous l'impose, la demande se fait au juge qui préside l'audience.

Vous pouvez demander à être assisté par un avocat commis d'office à tout moment de la procédure.

Pour les procédures civiles où un avocat peut être commis d'office, la demande peut se faire avant ou pendant l'audience.

Pour une personne majeure

En fonction de la procédure qui vous concerne, la demande d'avocat commis d'office se fait de manière différente.

Garde à vue

Dès le début d'une garde à vue (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14837>), l'officier de police judiciaire (OPJ) vous informe de vos droits dont celui d'être assisté par un avocat, choisi par vous ou commis d'office.

Si vous souhaitez un avocat commis d'office, vous devez l'indiquer à l'OPJ.

Information judiciaire

Dans une procédure devant un juge d'instruction (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1456>), si vous êtes mis en examen (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1470>) ou entendu en qualité de témoin assisté (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1807>), vous pouvez demander au juge à être assisté par un avocat commis d'office.

La désignation peut se faire dès le début ou pendant la procédure.

Si vous recevez une convocation du juge d'instruction pour être mis en examen ou entendu en qualité de témoin assisté, vous devez adresser ou déposer votre demande au bâtonnier de l'ordre des avocats du tribunal concerné.

Où s'adresser ?

- [Barreau des avocats](https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux) ↗ (<https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux>)

Vous devez joindre à votre demande les documents suivants :

- Copie de votre convocation
- Copie de vos 3 derniers bulletins de salaire
- Derniers justificatifs de vos revenus et charges et ceux de votre conjoint(e)

Cette liste est indicative. Des documents supplémentaires peuvent vous être demandés.

Le bâtonnier désigne l'avocat et vous communique son nom et ses coordonnées.

Avant l'audience

Quand vous connaissez la date de votre convocation au tribunal, vous devez adresser ou déposer votre demande au bâtonnier de l'ordre des avocats où se déroule votre affaire.

Où s'adresser ?

- [Barreau des avocats](https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux) ↗ (<https://www.cnb.avocat.fr/fr/annuaire-barreaux>)

Vous devez joindre à votre demande les documents suivants :

- Copie de votre convocation
- Copie de vos 3 derniers bulletins de salaire

- Derniers justificatifs de vos revenus et charges et ceux de votre conjoint(e)

Cette liste est indicative. Des documents supplémentaires peuvent vous être demandés.

Le bâtonnier désigne l'avocat et vous communique son nom et ses coordonnées.

Pendant l'audience

Quand vous vous présentez seul à l'audience et que vous souhaitez finalement l'assistance d'un avocat ou que la procédure vous l'impose, la demande se fait au juge qui préside l'audience.

Vous pouvez demander à être assisté par un avocat commis d'office à tout moment de la procédure.

Pour les procédures civiles où un avocat peut être commis d'office, la demande peut se faire avant ou pendant l'audience.

Quel est le coût ?

L'avocat commis d'office est rémunéré par **l'aide juridictionnelle** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F18074>) si vous remplissez les conditions pour en bénéficier.

Si l'aide juridictionnelle vous est refusée ou que vous ne pouvez bénéficier que de l'aide juridictionnelle partielle, il a le droit de vous facturer des **honoraires** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F15018>).

Les honoraires sont libres. Il n'existe pas de barème. Une **convention d'honoraires** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F15018>) doit être établie et préciser leur montant.

Dans certaines procédures, l'avocat est rémunéré par l'aide juridictionnelle et **il a l'obligation de vous informer** que l'État peut vous demander de rembourser les sommes qui lui ont été versées à ce titre. Cette demande de remboursement doit intervenir dans un délai de 4 ans.

Il s'agit des procédures suivantes :

- Procédures non juridictionnelles comme la **garde à vue** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14837>), **retenue** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1469>) d'un mineur, **rétenue** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2780>), confrontation, retenue douanière, **retenue d'un étranger aux fins de vérification du droit de circulation ou de séjour** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31136>)
- **Comparution immédiate** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F32129>), **Comparution à délai différé** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34924>)
- **Présentation devant un juge d'instruction** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1456>)
- Placement ou maintien en **détention provisoire** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1042>)
- Assistance d'un accusé devant la **cour d'assises** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1487>) (ou la cour criminelle),
- Assistance d'un mineur devant la cour d'assises des mineurs ou le **tribunal pour enfants** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F35895>) en matière criminelle
- Assistance d'un mineur dans la procédure **d'assistance éducative** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17777>) devant le juge pour enfants en matière pénale
- **Ordonnance de protection** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F12544>)
- Procédures devant le juge des libertés et de la détention concernant **l'entrée et le séjour des étrangers** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2780>)
- Procédures devant le tribunal administratif concernant **l'éloignement des étrangers faisant l'objet d'une mesure restrictive de liberté** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31136>)
- Procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques

En cas de conflit concernant les honoraires, vous pouvez **saisir le bâtonnier** (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F14724>).

En cas de non-paiement des honoraires, l'avocat peut saisir le bâtonnier d'une demande en fixation d'honoraires.

Textes de loi et références

- Décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat [✉ \(https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000633327\)](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000633327)
Article 6 : obligation pour l'avocat d'accepter la désignation au titre de la commission d'office
- Loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique [✉ \(https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000537611\)](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000537611)
Article 19-1 : exceptions où l'avocat commis d'office est rémunéré avec l'aide juridictionnelle
- Code de procédure pénale : articles 114 à 121 [✉ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071154/LEGISCTA000006167425/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071154/LEGISCTA000006167425/)
Article 116 : procédure devant le juge d'instruction
- Code de procédure pénale : articles 317 à 322 [✉ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071154/LEGISCTA000006167466/#LEGISCTA000006167466\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071154/LEGISCTA000006167466/#LEGISCTA000006167466)
Article 317 : procédure devant la cour d'assises
- Code de procédure pénale : articles 406 à 417 [✉ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006182905/\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006182905/)
Article 417 : procédure devant le tribunal correctionnel
- Code de la justice pénale des mineurs : article L11-1 [✉ \(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043203791\)](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000043203791)
Définition pénale d'un mineur capable de discernement

- Code de la justice pénale des mineurs : articles L413-1 à L413-5 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000039086952/LEGISCTA000039088191/#LEGISCTA000039088191)
(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000039086952/LEGISCTA000039088191/#LEGISCTA000039088191)
Désignation pour un mineur retenu
- Code de la justice pénale des mineurs : articles L413-6 à L413-11 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039088209) (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039088209)
Désignation pour un mineur en garde à vue
- Code civil : articles 388 à 388-2 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000031345343/) (<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000031345343/>)
Article 388-1 : désignation pour l'audition du mineur (procédure civile)
- Code de procédure civile : articles 1181 à 1200-1 [↗](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006412150&idSectionTA=LEGISCTA000006149753&cidTexte=LEGITEXT000006070716) (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idArticle=LEGIARTI000006412150&idSectionTA=LEGISCTA000006149753&cidTexte=LEGITEXT000006070716>)
Article 1186 : désignation dans la procédure d'assistance éducative
- Code de procédure civile : articles 1211 à 1216 [↗](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000020031189&cidTexte=LEGITEXT000006070716) (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000020031189&cidTexte=LEGITEXT000006070716>)
Article 1214 : désignation pour un majeur protégé ou à protéger
- Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : Article L743-24 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042774949/) (https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042774949/)
Article L743-24 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : article L744-1 à L744-17 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070158/LEGISCTA000042773368/)
(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006070158/LEGISCTA000042773368/)
Article L744-11 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
- Code des douanes : articles 323 à 323-10 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071570/LEGISCTA000006153192/#LEGISCTA000023876737)
(https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071570/LEGISCTA000006153192/#LEGISCTA000023876737)
Articles 323-5 et 323-6 : retenue douanière
- Loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics : article 1 [↗](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000878035/) (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000878035/>)
Article 1 : délai de remboursement de l'aide juridictionnelle

Services en ligne et formulaires

- Demande d'aide juridictionnelle (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1444>)
Formulaire
- Demande de désignation d'un avocat commis d'office (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R61768>)
Modèle de document
- Demande d'aide juridictionnelle à remplir par l'avocat commis et désigné d'office (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R47006>)
Formulaire
- Demande d'indemnisation d'un avocat pour l'assistance d'une personne dans le cadre d'une garde à vue ou d'une retenue (<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R2459>)
Formulaire